

037 / F. O.

A. II Londres, le 28 Juillet 1894.

Monsieur le Comte,

En me référant ~~au mémorandum~~ ^{à la note} de V. S. du 17 Avril dr., j'ai l'honneur de porter à la connaissance que le Gov. de la Reine, mon Anglaise Souveraine, a vu avec satisfaction que les ^{observations} ~~remarques~~ faites par lui sur le ^{contre-projet} ~~counter draft~~ du Gov. Britannique concernant un nouveau traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, ~~par rapport à leurs Colonies respectives~~ ^{proposés}, ont pour la plupart reçu un accueil favorable.

Cependant il reste quelques points sur lesquels il paraît qu'une entente ultérieure est nécessaire et à propos desquels je crois devoir observer ce qui suit:

Art. II. Comme d'après la loi Britannique l'extradition ne peut en général pas être accordée pour tentative d'un crime, ~~et~~ seulement alors que cette tentative constitue un delictum sui generis, ainsi que dans les Nos 1, 16 et 29, mon Gov. est d'avis qu'il devra se résigner à ce fait.

Cependant, en adoptant le dernier paragraphe tel qu'il est maintenant proposé par le Gov. Brit., la réciprocité ne ^{serait} ~~pourrait~~ pas être obtenue, vu que les Pays-Bas

Lie n° 809

+
seraient tenus à extraditer
pour tentative de chacun des
~~faits~~^{actes} énumérés dans cet
article, tandis que la Grande
Bretagne ne s'y déclare
tenue que dans les trois
cas mentionnés.

Mon Gov. voudrait
donc en ce paragraphe,
ne pas mentionner le
mot "tentative" et ^{conserver} ~~garder~~
ce mot dans les Nos 1, 16 et
29. L'avant dernier alinéa
serait donc formulé ainsi:
"Extradition is also to be
granted for participation
in any of the aforesaid
crimes, provided" etc.

Le Gov. Néerlandais
accepte volontiers le para-
graphe nouvellement
proposé: "In the foregoing
cases extradition shall
take place only when the
crime is committed" etc.

Il sera par là obvié à beau-
coup d'inconvénients qui
pourraient résulter de la
différente terminologie de quelques
actes punissables.

N^o 1 sub a et b de notre
projet: Quoique mon
Gov. aurait maintenant,
après l'explication du
Gov. Britannique, moins
d'objections à opposer ces
paragraphe, il ^{doit} ~~faudrait~~ pour-
tant faire observer, qu'en
cas d'omission, les Pays-
Bas ne se considéraient
pas autorisés à demander
l'extradition de ce chef,
~~tandis~~ que, même si l'acte
ne peut être qualifié de

crime politique, une demande
d'extradition de la part de la
Grande Bretagne, devrait être
repoussée par nous.

Il est possible que ces ^{faits} ~~actes~~
par eux-mêmes ne consti-
tuent pas, d'après la Loi
Anglaise, des "extradition
crimes", ils semblent cepen-
dant prouver que ce ne
soient pas des crimes poli-
tiques - rentier dans la caté-
gorie de l'article II N^o 1 du
^{contre-projet} ~~counter-draft~~ Britannique.
En outre, quoique je ferai
observer à V. S. que, quoique
les ^{actes} ~~faits~~ de: "larceny, burglary
robbery et piracy" sont com-
pris dans notre terme gène-
rique: "diefstal" (vol), nous
ne faisons tout de même
pas d'objection à les insérer
spécialement dans le traité
(^{par égard pour votre gouvernement} ~~en faveur de la Grande~~
Bretagne).

du Gov. Britannique

Le Gouvernement
Néerlandais adhère aux
observations sa propres des
articles Nos 1, 2, 9, 10, 12, 13, 17 et
27, tandis qu'on a vu avec
satisfaction à La Haye que
le Cabinet de St. James accep-
te nos ~~obs~~ remarques sur
les Nos 6, 11, 21, 26 et 31.

Ainsi que j'ai déjà en
l'honneur de faire obser-
ver à V. S., la tentative
devra ^{rester} ~~être~~ expressément
mentionnée dans les
Nos 1, 16 et 29. Dans le N^o 29
les mots: "or conspiring"
devront cependant être

omis, à cause de l'article
2 N° 19 de la Loi Néerlandaise sur l'extradition,
~~ainsi~~ ce que le Gov. Brit.
a d'ailleurs déjà reconnu.
Article X. Le Gov. Britan-
nique adhère à l'article 9
de notre projet, et n'aura
donc probablement pas
d'objections contre l'art.
10 de ce projet, qu'il vou-
dra bien insérer comme
Article XI.

Je doute cependant
que d'après la Loi Anglaise
les Représentants Diplo-
matiques et les Consuls
aient le droit d'arrestation
provisoire, dont il est ques-
tion dans l'article 9 de
la Loi Néerlandaise sur
l'extradition, et je dois
par conséquent faire
observer à V. S. que Son
article 9 doit être complété
par la désignation des
autorités judiciaires qui
~~ont~~ ont ce droit dans la
Grande-Bretagne.

Sur l'article 10 de notre
Loi sur l'extradition, le
terme de 20 jours pour la
mière partie devra être main-
tenu, tandis qu'il est plus
régulier d'insérer le terme
qui sera adopté pour les
Colonies, dans l'article
XVIII (voir plus loin).

Art. XI et XII. ^{Présentement} ~~Dans la~~
~~supposition~~ qu'un simple
mandat d'arrêt est compris
dans l'expression générique:
"warrant" mon Gov.
adhère à la rédaction pro-
posée de l'article XI, mais

Pour ces articles il y aurait
lieu, d'après mon gouvernement,
de suivre la rédaction proposée
dernièrement à l'Espagne. La
~~réduction~~ ^{réduction} serait alors
la suivante:

désire alors supprimer l'art.
XII, comme les formalités pres-
crites aux Pays-Bas, sont men-
tionnées dans notre Loi sur
l'extradition et qu'il n'y a
donc pas raison de les insérer
dans le traité.

Art. XIII Le Gov. Néerl.
propose d'omettre les mots:
"In Her Britannic Majesty's
"Dominions" au commen-
cement du dernier alinéa,
afin que cette stipulation
ne soit pas ^{réservee} limitée à la
Grande-Bretagne seule,
mais puisse aussi servir
~~aux~~ pour les Pays-Bas.

Art. XVII ^{Edans} ~~Et~~ cet article il
faudra donc insérer l'art.
15 de notre projet original,
avec omission des mots:
"de l'exécution des com-
"missions rogatoires" et
des mots: "Au cas où le
"transport par mer
"serait jugé préférable."
En outre le Canada en
devra être excepté.

Art. XVIII et XIX La compo-
~~sition~~ ^{situation} de ces articles propo-
sés, à l'avis du Gov. Néer-
landais, s'effectuera de la
meilleure manière en
suivant le texte d'une
proposition faite dernièrement
par nous à l'Espagne
d'après laquelle l'article
aurait la rédaction sui-
vante: "Les stipulations
"de la présente conven-

„tion seront applicables
„aux Colonies et Posses-
„sions étrangères des
„deux Hautes Parties
„contractantes, mais
„étant basées sur les
„legislation de la
„mère patrie, elles ne
„seront observées de
„part et d'autre que
„pour autant qu'elles
„seront compatibles
„avec les lois en vi-
„gueur dans ces
„Colonies et Possessions.

„La demande
„d'extradition du mal-
„faiteur qui s'est refu-
„gié dans une Colonie
„ou Possession étrangère
„de l'autre Partie
„contractante pourra
„aussi être faite direc-
„tement au Gouver-
„neur ou fonction-
„naire principal
„de cette Colonie ou
„Possession, par le
„Gouverneur ou fonc-
„tionnaire princi-
„pal de l'autre Colo-
„nie ou Possession, pour
„autant que les deux
„Colonies ou Possessions
„étrangères sont situées
„en Asie en Australie
„ou dans l'Afrique

„méridionale et orientale.
„La même règle sera
„suivie si les deux Colonies
„ou Possessions étrangères
„sont situées en Amérique.
„Les dits Gouvernements
„ou premiers fonction-
„naires auront la faculté
„ou d'accorder l'extradi-
„tion, ou d'en référer à
„leur Gouvernement.

„Dans tous les autres
„cas la demande d'ex-
„tradition aura lieu par la
„voie diplomatique.

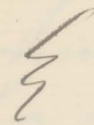
„Le délai pour la
„mise en liberté visé à
„l'art. XI sera de soixante
„jours.

Art. XX ~~L'article~~ La stipula-
„tion finale, proposée par
„le Govr. Britannique,
„devra être insérée en cet
„article.

En ^{communiquant} ~~proposant~~ ce qui pré-
„cède à la connaissance de
„V. S., je me trouve en
„même temps chargé de
„prendre acte avec recon-
„naissance de la déclara-
„tion du Govr. Britannique
„que même sans stipula-
„tion spéciale dans le traité,
„~~il sera donné suite~~ ^{la Gr. Br. aux} les Commissions Rogatoires
„emanant des Pays-Bas, se
„~~raient exécutées en Grande~~
„~~Britannique.~~

„Étant donné l'im-
„possibilité du Govr. Britan-
„en vue de la législation

Anglaise, d'adhérer aux
articles 12 et 13 de notre
projet, le Gour. Vêrl.
est d'avis qu'un article
déclarant la bonne
volonté des deux Hautes
Parties contractantes
de s'entendre en cette
matière, n'aurait en
soi-même et sans rien
de plus, peu de valeur,
de sorte qu'il y renonce.
Venillez etc.



Veuillez agréer, Monsieur
le Comte, les assurances
renouvelées de la plus
hante considération,
avec laquelle j'ai l'honneur
d'être
de Votre Seigneurie
le plus humble et
obéissant serviteur